

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MILLET-SAMABLAN

La Forest
21200 Sainte-Marie-La-Blanche

Références : 2025-307
Code AIOT : 0005402058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement MILLET-SAMABLAN implanté 19 Route de Verdun 21200 Sainte-Marie-la-Blanche. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite avait comme objectif le contrôle du respect du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MILLET-SAMABLAN
- 19 Route de Verdun 21200 Sainte-Marie-la-Blanche
- Code AIOT : 0005402058

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MILLET-SAMABLAN est autorisée par l'arrêté du 14 juin 2015 à exploiter des installations d'extrusion - de soufflage et d'injection plastique en Polypropylène (PP) et en Polyéthylène Haute Densité (PEHD), rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas relevé de non-conformité et l'inspection constate que les actions mises en place par l'exploitant pour répondre aux prescriptions du décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 susvisé n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés

indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'exploitant a expliqué que les matières plastiques présentes sur son site étaient pour la majorité sous forme de granulés d'un diamètre entre 2 et 3 mm. Il y a également présence de paillettes provenant des rebuts de fabrication et broyées sur site.

Les paillettes et les granulés présents sur le site correspondent donc à la définition de « Granulés de plastiques industriels » (GPI) de l'article D. 541-360 du Code de l'environnement.

Le volume maximal de GPI pouvant être présents sur le site est de 1 318 m³ sous forme de granulés et environ 50 m³ sous forme de paillettes. L'exploitant a informé l'inspection que la densité des GPI présents était en moyenne entre 600 et 700 kg/m³.

La quantité totale des GPI susceptibles d'être présents sur le site est donc bien supérieure à la limite de 5 tonnes, confirmant que l'installation est bien un site de production, de manipulation et de transport au sens de l'article D. 541-360 du Code de l'environnement.

Par conséquent, les prescriptions de l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement s'appliquent bien aux installations du site de MILLET-SAMABLAN.

Pour mémoire, l'exploitant a informé l'inspection de la manipulation d'environ 4 000 tonnes par an de GPI sur son site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de pelles et de balais à l'extérieur, disposés au droit des zones de stockage et de manipulations des GPI, ainsi que des poubelles de récupération.

L'inspection a également constaté la présence de plusieurs aspirateurs à l'intérieur servant au

<p>nettoyage et à l'aspiration des GPI lors d'épandage accidentel.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de regard à l'intérieur des bâtiments pouvant permettre au GPI d'être transportés à l'extérieur.</p> <p>L'exploitant a fait installer, sous chaque bouche de dépotage des silos, un bac permettant de récupérer les GPI pendant les opérations de connexion et déconnexion de flexibles lors des déchargements des citernes.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de grands sacs de stockage présents en extérieur pouvant montrer un défaut d'intégrité. L'ensemble des grands sacs de stockage contrôlés par l'inspection présentaient un suremballage.</p> <p>L'inspection a constaté l'absence de GPI au niveau du dernier regard, présents juste avant le rejet des eaux dans le réseau communal.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulés de plastiques industriels répandus accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
Constats :

<p>Par courriel du 12 juin 2025, l'exploitant a transmis le plan répertoriant les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement. Le document mentionne également les équipements en place et ceux en cours d'installation.</p> <p>L'exploitant a également détaillé dans le document « <i>Procédure d'audit : Processus, process, verre et sécurité environnement - PR48G</i> » les actions mises en place pour répondre aux prescriptions de l'article D. 541-362</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022. .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 12 juin 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport d'audit produit par la société AFNOR Certification pour l'audit réalisé le 2 avril 2025. La synthèse du rapport mentionne que les conclusions de l'audit sont « <i>Aucun granulé au sol n'a été observé durant tout l'audit. La sensibilisation des personnels est très bonne. Très bonne maîtrise globale</i> » ; l'attestation de reconnaissance attribuée à l'exploitant par la société AFNOR Certification, certifiant que les prestations de l'entreprise ont été évaluées et jugées conformes aux

caractéristiques énoncées dans le décret. Ce document de certification a été établi le 3 avril 2025 et est valable jusqu'au 1^{er} avril 2028.

L'inspection a constaté que le certificat et la synthèse de celui-ci sont sur le site internet de MILLET plastics groups (<https://milletplastics-group.com/entreprise-injection-plastique-ecovadis-iso-14001/>).

Type de suites proposées : Sans suite